

## **TOUCHEZ PAS AU GRISBI**

Michel Husson

*Rouge* n°2022, 19 juin 2003

Même dans l'opposition, c'est aux sociaux-libéraux que revient le sale boulot. Il suffit pour s'en convaincre de voir qui monte au créneau pour défendre la « réforme » des retraites. Certes, il y a les versions populistes ou ultra-libérales, disons Alain Madelin et Michel Godet, ou encore ces torchons anti-fonctionnaires qui circulent anonymement. Mais cette sous-littérature ne constitue qu'une partie du plan media du gouvernement. L'argumentation haut de gamme, qui vise à convaincre les citoyens éclairés, est sous-traitée auprès d'économistes plus ou moins « de gauche » : Bibi Fricotin (Piketty) un jour, et les Pieds Nickelés (Cohen, Fitoussi, Pisani-Ferry) le lendemain (\*). Ils font évidemment écho aux Attali, Charasse, Kouchner et Rocard (la belle brochette !) qui sont gaillardement partis au front en soutien à Fillon (mais que fait donc Goupil ?).

La main sur le cœur, on nous affirme qu'il n'existe aucun « trésor caché » et on nous prévient que de toute manière une ponction sur le revenu des riches se retournerait en fin de compte contre les salariés. Le trio libéral a au moins raison sur un point : il n'y a pas de trésor caché, car il s'affiche avec insolence dans les beaux quartiers. On en trouve l'empreinte très précise dans les statistiques de comptabilité nationale. Un chiffre parmi d'autres : si la part des salaires revenait aujourd'hui à son niveau d'il y a 20 ans, la masse salariale serait plus élevée de 70 milliards d'euros. Cette somme est à rapprocher des 43 milliards à trouver pour financer les retraites d'ici à 2020. Pour que l'on ne médite trop longtemps sur cette évaluation, nos contradicteurs font semblant de croire que nous nous en remettons exclusivement à la taxation des revenus financiers pour opérer le déplacement préconisé en faveur des salaires et des pensions. D'une manière parfaitement hypocrite, Piketty tire argument du fait que les revenus financiers paient aujourd'hui peu d'impôts, ce qui est vrai, pour en déduire qu'ils sont négligeables, ce qui ne l'est pas. Il sait très bien que les revenus financiers ont connu une progression considérable, en proportion inverse de la baisse des salaires dans la valeur ajoutée. Il suffit d'annuler ce transfert pour dégager, tout au long des 40 prochaines années, les marges de manœuvre destinées au financement des retraites. C'est une étude commandée par le Conseil d'Orientation des Retraites à l'OFCE (dont Fitoussi est le Président), qui établit la parfaite viabilité économique d'un tel scénario, où l'augmentation de la part salariale est compensée par un recul de la part des dividendes.

Que les salariés soient en tout cas rassurés : la réforme est au fond la moins mauvaise des solutions. Piketty garantit même que les retraites seront au bout du compte financées par une « hausse de prélèvements, que ce soit au moyen de cotisations nouvelles ou de transferts du budget général au fonds de réserve ». Cette affirmation péremptoire montre qu'il n'a pas bien saisi les termes du débat. Pour commencer, ce n'est pas ce que dit le gouvernement qui table, sans rire, sur son propre « trésor caché » avec un recul du chômage qui dégagerait des fonds pour les retraites. En réalité le gouvernement fait sienne la théorie (illustrée par Pisani-Ferry dans son rapport sur le plein emploi) selon laquelle il ne faut pas descendre en dessous du taux de chômage dit d'équilibre. Quant à la hausse des cotisations, Piketty semble ignorer qu'elle est refusée avec véhémence, aussi bien par le gouvernement que par le patronat. La réforme inaugure en pratique un mode de financement qui fonctionne à l'envers : on calcule l'enveloppe globale qui peut aller aux retraites, et on en déduit l'âge de la retraite. Ensuite, les salariés sont par ailleurs parfaitement libres de s'inscrire à un fonds de pension, ceux qui le peuvent, évidemment.

Les économistes « de gauche » inventent une économie politique très particulière, afin de démontrer aux salariés la vanité de leurs revendications : « Il n'existe pas de prélèvement payé par les entreprises, ces dernières se contentant de répercuter leurs charges sur les ménages » dit Piketty ; « la charge de ces prélèvements aurait une bonne chance de retomber sur les salariés » lui fait écho le trio social-libéral. Ainsi, vouloir modifier la répartition de la valeur ajoutée est une tâche impossible, une entreprise illusoire. Il suffit de rajouter une petite couche d'éthique intergénérationnelle, pour en arriver au fameux slogan selon lequel « il n'existe pas d'alternative ».

Un gouvernement « de gauche » ne pourrait donc faire une autre politique, et d'ailleurs il s'en est bien gardé. Un retraité nommé Robert Hue apporte à ce tableau un peu de gâtisme vaguement pathétique, en dénonçant le « gauchisme » qui guetterait le mouvement social. C'est à de tels détails que l'on se rend compte que la route est longue, mais qu'elle pourrait bien s'élargir en un véritable boulevard pour une alternative radicale au libéralisme pluriel.

(\*) Les contributions à ce débat sont disponibles sur <http://reparti.free.fr>